

ENCADRÉ 19 - « *ALL THE POLICY IS BASED IN LONDON* » : UN FREIN CERTAIN POUR LE SOUTIEN À L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

« Nous sommes une nation de services » entend-on à Londres chez les acteurs publics. De fait, la centralisation et l'absence de marges de manœuvre financière et budgétaire depuis les années 80 ont éloigné le gouvernement de Londres des préoccupations des acteurs locaux du nord et de l'ouest de l'Angleterre. Depuis les dix dernières années, le nord de l'Angleterre, qui regroupe 15 millions d'habitants, à peu près autant que Londres et son aire urbaine, a bénéficié de 2,6 fois moins de financements publics que la région capitale. Des décisions récentes (élection de six maires de régions métropolitaines, créations d'entités comme la Greater Manchester Combined Authority sur le modèle de la Greater London Authority) visent à acter le besoin d'un rapprochement des décideurs publics du lieu de réalisation de l'activité économique. Néanmoins, cette « dévolution » interne à l'Angleterre n'est pour le moment pas accompagnée de transferts de fonds publics importants ou de la possibilité pour ces autorités de mettre en place des taxes ou des impôts locaux significatifs. Le gouvernement anglais a par ailleurs divisé par deux depuis 2010 les financements locaux, comptant sur la compensation apportée par les six milliards de fonds structurels versés annuellement par l'Union européenne.

Il faut ainsi attendre des fermetures de sites majeurs pour voir se mettre en place des fonds spécifiques à la revitalisation économique, lesquels peuvent être l'occasion d'amorcer une transition vers des industries de très haute technologie. Un exemple est celui de Materials Solutions, dans la région de Birmingham, entreprise spécialisée dans l'impression 3D métallique, créée en 2006 et rachetée en 2017 par Siemens à 85 % grâce à un prêt du gouvernement anglais octroyé suite à la fermeture de l'usine MG Rover.

Une étude partagée par l'EEF (l'organisation des entreprises manufacturières) indique que le secteur manufacturier serait d'ailleurs perdant quelle que soit l'issue des négociations sur le Brexit. Seul le secteur financier pourrait bénéficier, en cas de dérégulation importante, d'une croissance supplémentaire de 20 %, ce qui creuserait encore davantage le fossé entre Londres et le reste de l'Angleterre. Paradoxalement, les bénéficiaires du Brexit seraient ceux qui ont majoritairement voté contre, et non les territoires les plus en difficulté qui verraient en plus disparaître les fonds structurels européens...

Il ne semble pas exister un modèle unique d'organisation qui puisse être décliné partout pour l'accompagnement des entreprises. En revanche, il nous paraît nécessaire de placer une instance de coordination au niveau régional, la région ayant la prérogative du développement économique (cf. encadré 20). Il pourrait ainsi être pertinent que, sous la présidence de la région, soient déterminés de manière collégiale les responsabilités et modes d'interaction entre les différents services présents sur le territoire : services déconcentrés